

NOUVELLES BRÈVES

Sommet des chefs de gouvernement du Commonwealth



Bill McCarthy/PMO

Les chefs de gouvernement des 49 pays membres du Commonwealth se sont rassemblés en octobre dernier à Kuala Lumpur, en Malaisie, afin de passer en revue les grandes questions de politique et d'économie mondiales. Leur rencontre s'est conclue par la publication d'une série de documents comprenant notamment la Déclaration de Langkawi sur l'environnement, la Déclaration de Kuala Lumpur sur l'Afrique du Sud ainsi qu'un communiqué de presse de 33 pages exposant les grandes lignes de l'accord général qui s'est fait autour de plusieurs questions, allant de la dette des pays en développement aux relations des grandes puissances, et au sort réservé à Hong Kong.

Le premier ministre Brian Mulroney au Sommet du Commonwealth.

L'attention des médias s'est portée sur la Déclaration de Kuala Lumpur sur l'Afrique du Sud, qualifiée de « voie d'avenir », et en venait à la conclusion que la situation qui prévaut actuellement est en fluctuation constante. La déclaration adoptée est le fruit d'un large consensus autour de la perception que Prétoria est peut-être disposée à faire un rapprochement en vue d'éventuelles négociations, cela au moment précis où le front d'opposition anti-apartheid, le *Mass Democratic Movement*, a lui aussi posé des gestes concrets sur la voie de négociations. La Déclaration incorpore aussi

un accord précisant qu'il ne serait pas opportun de relâcher les sanctions dès maintenant. À l'exception de la Grande-Bretagne, les chefs de gouvernement se sont mis d'accord sur la nécessité d'un resserrement des sanctions, en particulier les mesures touchant le secteur financier et l'embargo sur les armements.

Le Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth, mis sur pied lors du précédent Sommet du Commonwealth à Vancouver, et dont la présidence est assurée par le ministre des Affaires étrangères Joe Clark, a vu son mandat reconduit. Il a été entendu que le Comité se réunisse à nouveau en avril 1990 afin d'évaluer les

progrès réalisés en Afrique du Sud.

Tandis que la Grande-Bretagne maintenait son objection aux sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, le premier ministre Brian Mulroney en venait à la conclusion que « l'unanimité qui s'est faite ici est impressionnante » et que tous les objectifs que s'était fixés le Canada ont été atteints. Sur toutes les questions figurant à son agenda, le Commonwealth est allé de l'avant. Le message livré par le Commonwealth à l'Afrique du Sud est une condamnation unanime et sans équivoque de l'apartheid et l'expression, par le Commonwealth, de son désir d'en arriver à un règlement négocié et pacifique en Afrique du Sud.

Nomination d'un nouveau gouverneur général

En octobre dernier, l'honorable Ramon John Hnatyshyn a été nommé gouverneur général du Canada. Avocat et originaire de la Saskatchewan, il succédera à la très honorable Jeanne Sauvé et assumera ses nouvelles fonctions à la mi-janvier.

Élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1974, M. Hnatyshyn a représenté la circonscription de Saskatoon West pendant quatorze ans, dont cinq à titre de ministre de la Couronne. Il a occupé les postes de ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie, de leader parlementaire du gouvernement, de président du Conseil

privé et de ministre de la Justice et Procureur général du Canada.

L'honorable Ramon Hnatyshyn : le nouveau gouverneur général du Canada.



Canapress